

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2015/27122]

16 JUILLET 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Livre II du Code réglementaire de l'Environnement contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne l'agrément et les obligations générales des vidangeurs de fosses septiques et de systèmes d'épuration analogues

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu la partie décrétales du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, l'article D.222, § 1^{er};

Vu la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, les articles R.390 à R.400;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'eau, donné le 9 mars 2015;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes;

Vu l'avis n° 57.574/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 juin 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Société publique de gestion de l'eau, donné le 7 avril 2015;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le chapitre VIII du titre II de la partie III de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, comprenant les articles R.390 à R.400, est remplacé par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE VIII. — Vidange de fosses septiques ou de systèmes d'épuration analogues

Section 1^{re}. — Principe de l'agrément et généralités

Art. R.390. Seuls les vidangeurs agréés effectuent la vidange de fosses septiques ou de systèmes d'épuration analogues.

Le directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie, ci-après le directeur général, statue sur les demandes d'agrément des vidangeurs, introduites conformément au présent chapitre.

L'agrément est octroyé pour une période de huit ans. A l'expiration de cette période, le vidangeur sollicite un nouvel agrément.

Les organismes d'assainissement agréés sont dispensés de l'obligation d'obtenir un agrément pour la vidange de leurs propres installations.

Art. R.391. § 1^{er}. Les modes de communication suivants sont utilisés dans le présent chapitre :

1° envoi recommandé avec accusé de réception;

2° recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé;

3° dépôt contre récépissé;

4° courrier électronique si la procédure est dématérialisée.

§ 2. Lorsque le jour de la réception d'un acte constitue le point de départ d'un délai, il n'y est pas inclus.

Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

Section 2. — Conditions de l'agrément

Art. R.392. Tout véhicule utilisé par un vidangeur de fosses septiques ou de systèmes d'épuration analogues est doté d'un certificat d'immatriculation et est en ordre de contrôle technique. Il est muni d'une cuve étanche et équipée :

1° d'une ouverture permettant un nettoyage aisé;

2° d'une jauge de volume;

3° d'une pompe à vide ou volumétrique;

4° d'une vanne permettant l'aspiration et le refoulement;

5° d'une soupape casse-vidé;

6° d'une soupape de surpression.

Le vidangeur assure le véhicule et sa responsabilité professionnelle.

Section 3. — Procédure d'introduction et d'examen de la demande et procédure de recours

Art. R.393. La demande d'agrément est introduite auprès du directeur général selon l'un des modes de communication visés à l'article R.391, § 1^{er}, au moyen du formulaire de demande visé à l'annexe XLVbis.

Art. R.394. La demande d'agrément comporte les renseignements suivants :

1° l'identité, le statut juridique, le domicile ou l'adresse du siège social, le numéro d'immatriculation à la banque carrefour des entreprises, et le numéro de T.V.A. du demandeur;

2° les éléments permettant d'établir que les conditions visées à l'article R.392 et relatives à l'agrément qu'il sollicite sont remplies.

Art. R.395. La demande d'agrément est incomplète s'il manque des renseignements ou des documents requis visés à l'article R.394.

La demande est irrecevable :

1° si elle est introduite en violation de l'article R.391, § 1^{er};

2° si le demandeur ne fournit pas les renseignements ou documents demandés dans le délai prévu à l'article R.396, § 2, alinéa 2.

Art. R.396. § 1^{er}. Le directeur général envoie un accusé de réception au demandeur d'agrément dans les dix jours ouvrables de la réception de cette demande.

Conformément à l'article 10 du décret du 10 décembre 2009 visant à transposer la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur, l'accusé de réception indique :

1° la date à laquelle la demande a été reçue;

2° le délai dans lequel la décision doit intervenir;

3° les voies de recours, les instances compétentes pour en connaître ainsi que les formes et délais à respecter.

§ 2. Le directeur général envoie au demandeur, selon l'un des modes de communication visés à l'article R.391, § 1^{er}, sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande d'agrément dans un délai de trente jours à dater de l'accusé de réception visé au § 1^{er}.

Si la demande est incomplète, le directeur général indique au demandeur les documents manquants. Le demandeur envoie les compléments demandés au directeur général, selon l'un des modes de communication visés à l'article R.391, § 1^{er}, dans les trente jours à dater de la réception de la notification visée à l'alinéa 1^{er}.

Si la demande est irrecevable, le directeur général indique au demandeur, dans le délai prévu à l'alinéa 1^{er}, les motifs de l'irrecevabilité.

Dans les trente jours suivant la réception des compléments, le directeur général envoie au demandeur, selon l'un des modes de communication visés à l'article R.391, § 1^{er}, sa décision sur le caractère complet et recevable de la demande. S'il estime une seconde fois que la demande est incomplète, il la déclare irrecevable.

Si le directeur général n'a pas envoyé au demandeur sa décision dans les conditions et délais prévus aux alinéas précédents, la demande est considérée comme recevable et l'instruction est poursuivie.

Art. R.397. § 1^{er}. Le directeur général envoie au demandeur la décision d'octroi ou de refus d'agrément, selon l'un des modes de communication visés à l'article R.391, § 1^{er}, dans un délai de soixante jours à dater du jour où il a envoyé sa décision attestant le caractère recevable de la demande.

Conformément à l'article 11 du décret du 10 décembre 2009 visant à transposer la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur, le directeur général peut proroger de trente jours le délai pour prendre sa décision. Dans ce cas, il notifie sa décision et le délai de la prolongation avant l'expiration du délai initial.

En cas de dépassement des délais visés aux alinéas 1^{er} et 2, l'agrément est considéré comme octroyé.

La décision précise les voies de recours, les instances compétentes pour en connaître ainsi que les formes et délais à respecter.

§ 2. La décision accordant l'agrément mentionne :

1° l'objet précis de l'agrément;

2° les éléments actualisés permettant d'identifier le titulaire;

3° la durée de validité de l'agrément;

4° les conditions d'usage de l'agrément visées aux articles R.400/1 et R.400/2.

Art. R.398. § 1^{er}. Le demandeur d'agrément peut introduire un recours auprès du Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions, ci-après le Ministre, contre les décisions visées aux articles R.396 et R.397.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours est adressé au Ministre selon l'un des modes de communication visés à l'article R.391, § 1^{er}, dans un délai de vingt jours à dater de la réception de la décision.

Le demandeur ou le titulaire de l'agrément précise dans son recours s'il souhaite être entendu par le Ministre.

Le Ministre envoie un accusé de réception au requérant.

§ 2. Si le demandeur ou le titulaire de l'agrément ne demande pas à être entendu, le Ministre envoie sa décision dans un délai de trente jours à dater de la réception du recours, selon l'un des modes de communication visés à l'article R.391, § 1^{er}.

Si le demandeur ou le titulaire de l'agrément demande à être entendu, le Ministre lui communique la date et le lieu d'audition dans un délai de trente jours à dater de la réception du recours. Dans ce cas, le Ministre envoie sa décision, selon l'un des modes de communication visés à l'article R.391, § 1^{er}, dans un délai de trente jours à dater de l'audition.

Section 4. — De la modification des conditions de l'agrément, de sa suspension et de son retrait

Art. R.399. § 1^{er}. En cas de modification d'un élément substantiel indiqué dans la demande d'agrément conformément à l'article R.394, le titulaire de l'agrément en avise sans délai le directeur général, selon l'un des modes de communication visés à l'article R.391, § 1^{er}.

§ 2. L'agrément peut être modifié, suspendu ou retiré :

1° en cas de modification d'un élément substantiel indiqué dans la demande d'agrément conformément à l'article R.394 qui est de nature à le justifier;

2° lorsque les conditions d'octroi de l'agrément visées à l'article R.392 ou d'usage visées aux articles R.400/1 et R.400/2 ne sont plus remplies;

3° lorsque le titulaire de l'agrément fait obstacle au contrôle de ses activités par les agents chargés de la surveillance;

4° lorsque survient un danger grave pour la santé de l'homme ou un préjudice ou un risque de préjudice à l'environnement;

5° lorsque le titulaire de l'agrément contrevient aux dispositions du présent chapitre.

§ 3. Dans les cas visés au § 2, le directeur général informe le titulaire de l'agrément, selon l'un des modes de communication visé à l'article R.391, § 1^{er}, de la possibilité de modifier, suspendre ou retirer l'agrément octroyé. Il précise :

1° les motifs qui justifient la mesure envisagée;

2° que le titulaire de l'agrément a la possibilité d'envoyer, selon l'un des modes de communication visé à l'article R.391, § 1^{er}, ses moyens de défense, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de cette information, et qu'il a, à cette occasion, le droit de demander au directeur général la présentation orale de sa défense;

3° que le titulaire de l'agrément a le droit de se faire assister ou représenter par un conseil;

4° que le titulaire de l'agrément a le droit de consulter son dossier.

Le directeur général détermine, le cas échéant, le jour où le titulaire de l'agrément est invité à exposer oralement sa défense.

§ 4. La décision de retrait, de suspension ou de modification de l'agrément est envoyée dans les nonante jours à compter de l'expiration du délai visé au § 3, 2°, ou à dater de la date d'audition, au titulaire de l'agrément selon l'un des modes de communication visé à l'article R. 391, § 1^{er}.

§ 5. Le titulaire de l'agrément modifié, retiré ou suspendu peut introduire un recours contre la décision visée au § 4. Ce recours est envoyé et instruit conformément à l'article R.398. Il n'est pas suspensif.

§ 6. Le directeur général exerce les pouvoirs prévus au présent article soit de sa propre initiative, soit sur demande :

1° du fonctionnaire chargé de la surveillance;

2° du titulaire de l'agrément.

Section 5. — Des obligations des vidangeurs agréés

Art. R.400. Les décisions d'agrément, de refus, de renouvellement, de modification, de suspension ou de retrait d'agrément sont publiées par extrait au *Moniteur belge* et notifiées dans leur intégralité à la Société publique de gestion de l'eau et à chaque organisme d'assainissement au sens des articles D.343 et suivants.

La liste des agréments est publiée sur le site internet de l'administration.

Chaque agrément contient un numéro qui figure sur tout document que son titulaire adresse à l'administration.

Art. R.400/1. Tout titulaire d'agrément :

1° respecte durant toute la durée de son agrément les conditions d'octroi de celui-ci;

2° exerce ses missions en toute indépendance tant vis-à-vis de clients que vis-à-vis des organismes d'assainissement agréés ou d'installations de regroupement ou de traitement appropriées et autorisées en vertu de la législation relative aux déchets;

3° informe le directeur général de toute modification concernant les renseignements communiqués dans la demande d'agrément;

4° communique à l'administration, à l'organisme d'assainissement concerné au sens des articles D.343 et suivant et à l'installation concernée de regroupement ou de traitement appropriée et autorisée en vertu de la législation relative aux déchets, sur simple demande, tous renseignements sollicités;

5° permet aux agents chargés de la surveillance d'accéder aux locaux, bâtiments et autres infrastructures et de consulter tous les documents, y compris la comptabilité.

Par le fait de son indépendance, le vidangeur ne détient aucune participation dans des sociétés clientes et dans les organismes et installations visés à l'alinéa 1^{er}, 2°. Il fait preuve d'intégrité dans l'exercice de son activité.

Art. R.400/2. § 1^{er}. Toute cuve utilisée lors de la vidange d'une fosse septique ou de systèmes d'épuration analogues contient uniquement des gadoues.

Dans les cas où la cuve utilisée a préalablement servi au transport de substances autres que les gadoues, elle est soigneusement nettoyée et rincée avant d'être utilisée pour la vidange de fosses septiques ou de systèmes d'épuration analogues.

§ 2. Le mélange de lots de gadoues est autorisé uniquement afin de remplir le véhicule utilisé par le vidangeur agréé entre deux éliminations prévues au paragraphe 3. Les mélanges de gadoues de quelque autre manière est interdit, de même que le passage par des fosses intermédiaires.

§ 3. Le vidangeur agréé élimine les gadoues par un des moyens suivants :

1° en les remettant à une station d'épuration pour autant qu'elle soit techniquement en mesure de les recevoir.

2° en les gérant conformément aux dispositions relatives à la gestion des déchets.

Le vidangeur agréé informe le Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie de la destination des gadoues lorsqu'elles sont transférées à l'extérieur de la Région, comme indiqué au paragraphe 4.

§ 4. Un document de transport, dont le modèle est déterminé à l'annexe XLV, est établi par véhicule en triple exemplaire.

Il est détenu à bord du véhicule et complété après chaque opération de vidange.

A la fin de chaque trimestre, le vidangeur agréé envoie au Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie un exemplaire des documents de transport établis au cours du trimestre écoulé selon un des modes visés à l'article R.391, § 1^{er}.

§ 5. Le nom et l'adresse du vidangeur figurent sur les véhicules.

§ 6. Le vidangeur respecte les conditions d'admission de la station d'épuration et dans ce cadre, il :

1° remet le document de transport à l'exploitant de la station d'épuration lors de chaque déchargement de gadoues de fosses septiques;

2° accepte tout prélèvement jugé nécessaire par l'exploitant en vue de réaliser soit un contrôle visuel et olfactif, soit une analyse;

3° lorsqu'un lot de gadoues est refusé par l'exploitant, il ne peut le déverser dans la station d'épuration. Les gadoues contaminées sont évacuées et la fosse est nettoyée conformément à la législation relative aux déchets. Dans ce cas, le document attestant du bon traitement des déchets est envoyé au directeur général selon un mode de communication visé à l'article R.391, § 1^{er}. Lorsque cette circonstance est occasionnelle et à l'unique condition qu'il remplisse les obligations légales d'élimination des déchets, le vidangeur n'est pas tenu d'être agréé pour la collecte et le transport des déchets.

En cas de non respect répété des conditions d'admission reprises au présent paragraphe, le vidangeur peut se voir refuser temporairement, par l'exploitant, l'accès aux stations d'épuration publiques. ».

Art. 2. Dans la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, l'annexe XLV est remplacée par l'annexe qui est jointe en annexe 1^{re} du présent arrêté.

Art. 3. Dans la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, il est inséré une annexe XLVbis qui est jointe en annexe 2 du présent arrêté.

Art. 4. Les agréments délivrés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent valables jusqu'à leur terme.

Art. 5. Les demandes d'agrément introduites auprès du Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont instruites conformément à la procédure en vigueur au moment de leur introduction.

Art. 6. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 juillet 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE,

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe I^{re}

Annexe XLV du Livre II du Code réglementaire de l'Environnement contenant le Code de l'Eau

Document de transport relatif à la vidange des fosses septiques et de systèmes d'épuration analogues
ainsi qu'à l'épandage de leurs gadoues

CADRE 1 - IDENTIFICATION DU VIDANGEUR

Nom :
.....
Adresse :
.....

CADRE 2 - VEHICULE UTILISE

Marque :
.....
N° d'immatriculation :
.....

CADRE 3 - VIDANGES DES FOSSES SEPTIQUES ET DE SYSTEMES D'EPURATION ANALOGUES

Nom du client :
.....
Adresse :
.....
.....
Date :
.....
Volume :m ³
Nom du client :
.....
Adresse :
.....
.....
Date :
.....
Volume :m ³
Nom du client :
.....
Adresse :
.....
.....
Date :
.....
Volume :m ³

CADRE 4 - VIDANGE DE LA CUVE

N° d'ordre de l'opération réalisée au moyen de véhicule concerné par rapport à la première opération du trimestre en cours :
.....
Mode d'élimination des gadoues (biffer la mention inutile) :
- remise à une station d'épuration
- remise à un centre de traitement.
.....
Adresse du lieu de déversement et de l'exploitant :
.....
.....
Nature des gadoues (gadoues de fosses septiques, boues d'un système d'épuration individuelle, vidange de citernes d'eau de pluie,):
.....
.....
Date :
.....

Je soussigné(e) déclare que le présent document est exact et sincère.

Fait à le

Signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2015 modifiant le Livre II du Code réglementaire de l'Environnement contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne l'agrément et les obligations générales des vidangeurs de fosses septiques et de systèmes d'épuration analogues.

Namur, le 16 juillet 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe II

Annexe XLVbis du Livre II du Code réglementaire de l'Environnement contenant le Code de l'Eau

Formulaire de demande d'agrément en qualité de vidangeur de fosses septiques ou d'épuration analogues

Objet de la demande

Agrément en qualité de vidangeur de fosses septiques ou de systèmes d'épuration analogues, tels que visés à l'article D. 222 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau

Identification du demandeur

1) Personne physique :

Nom :

.....

Prénom :

.....

Date de naissance :

.....

Adresse :

.....

Tel. :

.....

Fax. Et/ou e-mail :

.....

Numéro de registre national :

.....

Numéro d'entreprise :

.....

Numéro de T.V.A. :

.....

Numéro de registre de commerce :

.....

(joindre une copie de la carte d'identité)

2) Personne morale :

Raison sociale :

.....

Dénomination :

.....

Adresse du siège social :

.....

Adresse du ou des siège(s) d'exploitation :

.....

Contact : tel, fax, e-mail :

.....

Numéro d'entreprise :

.....

N° T.V.A. :

.....

N° registre de commerce :

.....

Liste nominative des administrateurs, gérants ou personnes pouvant engager la société, personne de contact :

.....

.....

(Joindre une copie actualisée des statuts)

Matériel et des moyens techniques

Liste du matériel et des moyens techniques nécessaires pour assurer les missions au titre desquelles l'agrément est requis :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Renseignements spécifiques

— Tout document établissant que le ou les véhicule(s) utilisé(s) par le demandeur, est (sont) muni(s) d'une cuve étanche et équipée :

- 1° d'une ouverture permettant un nettoyage aisé;
- 2° d'une jauge de volume;
- 3° d'une pompe à vide ou volumétrique;
- 4° d'une vanne permettant l'aspiration et le refoulement;
- 5° d'une soupape casse-vidé;
- 6° d'une soupape de surpression.

— Copie du certificat d'immatriculation de ce ou ces véhicule(s)

— Copie du certificat de visite délivré par l'organisme d'inspection automobile pour ce ou ces véhicule(s)

— Certificat d'assurance du véhicule

— Contrat d'assurance de la responsabilité professionnelle et confirmation de l'assureur que la couverture est en vigueur.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2015 modifiant le Livre II du Code réglementaire de l'Environnement contenant le Code de l'Eau en ce qui concerne l'agrément et les obligations générales des vidangeurs de fosses septiques et de systèmes d'épuration analogues

Namur, le 16 juillet 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2015/27122]

16. JULI 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Buches II des verordnungsrechtlichen Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die Zulassung und die allgemeinen Verpflichtungen der Entleerer von Faulgruben und ähnlichen Klärsystemen betrifft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, Artikel 20;

Aufgrund des dekretalen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.222 § 1;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel R.390 bis R.400;

Aufgrund des am 9. März 2015 abgegebenen Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des Berichts zur Beurteilung der Auswirkungen der Maßnahmen auf die jeweilige Situation der Männer und Frauen;

Aufgrund des am 22. Juni 2015 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 57.574/4 des Staatsrats;

Aufgrund des am 7. April 2015 abgegebenen Gutachtens der "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung);

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Das Kapitel VIII des Titels II des Teils III des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, das die Artikel R.390 bis R.400 enthält, wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

"KAPITEL VIII — Entleerung von Faulgruben und ähnlichen Klärsystemen

Abschnitt 1 — Grundsatz der Zulassung und Allgemeines

Art. R.390 - Nur zugelassene Entleerer führen die Entleerung von Faulgruben oder ähnlichen Klärsystemen durch.

Der Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, nachstehend als "der Generaldirektor" bezeichnet, befindet über die gemäß dem vorliegenden Kapitel eingereichten Zulassungsanträge der Entleerer.

Die Zulassung wird für einen Zeitraum von acht Jahren gewährt. Nach Ablauf dieses Zeitraums ersucht der Entleerer eine neue Zulassung.

Die zugelassenen Sanierungseinrichtungen werden von der Pflicht, eine Zulassung für die Entleerung ihrer eigenen Anlagen einzuholen, befreit.

Art. R.391 - § 1. Folgende Mittel zur Bekanntgabe werden in dem vorliegenden Kapitel verwendet:

1° Einschreiben gegen Empfangsbestätigung;

2° Verwendung jeder ähnlichen Form der Bekanntgabe, durch die ungeachtet des benutzten Zustellungsdienstes die Einsendung und der Erhalt der Urkunde mit einem sicher feststehenden Datum versehen werden kann;

3° Aushändigung gegen Abnahmebescheinigung;

4° elektronische Post, wenn das Verfahren entmaterialisiert ist.

§ 2. Wenn der Tag des Erhalts einer Urkunde den Ausgangspunkt einer Frist darstellt, ist dieser nicht inbegriffen.

Der Verfalltag ist in der Frist eingeschlossen. Fällt dieser Tag jedoch auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen gesetzlichen Feiertag, wird er auf den nachfolgenden Arbeitstag verlegt.

Abschnitt 2 — Zulassungsbedingungen

Art. R.392 - Jedes von einem Entleerer von Faulgruben oder ähnlichen Klärsystemen benutzte Fahrzeug ist mit einem Zulassungsschein versehen und ist von der technischen Kontrollstelle geprüft worden. Es ist mit einer undurchlässigen Tank und folgenden Ausrüstungen versehen:

1° einer Öffnung, durch die die Reinigung einfach erfolgen kann;

2° einem Volumenanzeiger;

3° einer Vakuum- oder Verdrängerpumpe;

4° einem Ventil, das das Füllen und Entleeren ermöglicht;

5° einem Vakuumbrecher;

6° einem Überdruckventil.

Der Entleerer schließt eine Versicherung für das Fahrzeug sowie eine Berufshaftpflichtversicherung ab.

Abschnitt 3 — Verfahren zur Einreichung und Untersuchung des Antrags und Einspruchsverfahren

Art. R.393 - Der Zulassungsantrag wird gemäß den in Artikel R.391, § 1 erwähnten Mitteln zur Bekanntgabe und mittels des in Anhang XLVbis erwähnten Antragsformulars beim Generaldirektor eingereicht.

Art. R.394 - Der Zulassungsantrag enthält folgende Angaben:

1° Identität, Rechtsform, Wohnsitz oder Anschrift des Gesellschaftssitzes, Nummer der Eintragung bei der zentralen Datenbank der Unternehmen (banque carrefour des entreprises) und MwSt-Nummer des Antragstellers;

2° die Elemente, durch die nachgewiesen werden kann, dass die in Artikel R.392 erwähnten Bedingungen bezüglich der Zulassung, die der Antragsteller ersucht, erfüllt sind.

Art. R.395 - Der Zulassungsantrag ist unvollständig, wenn gemäß Artikel R.394 erforderliche Auskünfte oder Unterlagen fehlen.

Der Antrag ist unzulässig:

1° wenn er unter Verstoß gegen Artikel R.391, § 1 eingereicht wurde;

2° wenn der Antragsteller die verlangten Auskünfte oder Unterlagen nicht innerhalb der in Artikel R.396 § 2 Absatz 2 vorgesehenen Frist übermittelt.

Art. R.396 - § 1. Der Generaldirektor übermittelt dem Antragsteller innerhalb von zehn Werktagen ab dem Erhalt dieses Antrags eine Empfangsbestätigung.

Gemäß Artikel 10 des Dekrets vom 10. Dezember 2009 zur Umsetzung von Richtlinie 2006/123/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Dezember 2006 über Dienstleistungen im Binnenmarkt enthält die Empfangsbescheinigung folgende Angaben:

1° das Datum, an dem der Antrag eingegangen ist;

2° die Frist, innerhalb welcher der Beschluss gefasst werden muss;

3° die Rechtsmittel, die zuständigen Instanzen, die zu entscheiden haben, sowie die Formen und Fristen, die einzuhalten sind.

§ 2. Innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Tag des Eingangs des Antrags stellt der Generaldirektor dem Antragsteller gemäß einem der in Artikel R.391 § 1 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe seinen über den vollständigen und zulässigen Charakter des Antrags entscheidenden Beschluss zu.

Wenn der Antrag unvollständig ist, teilt der Generaldirektor dem Antragsteller mit, welche Angaben noch fehlen. Innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingangsdatum der in Absatz 1 erwähnten Zustellung sendet der Antragsteller dem Generaldirektor gemäß einem der in Artikel R.391 § 1 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe die verlangten ergänzenden Unterlagen.

Ist der Antrag nicht zulässig, so teilt der Generaldirektor dem Antragsteller innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist die Gründe für die Unzulässigkeit mit.

Innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der ergänzenden Unterlagen stellt der Generaldirektor dem Antragsteller gemäß einem der in Artikel R.391, § 1 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe seinen Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags zu. Wenn er den Antrag ein zweites Mal als unvollständig betrachtet, erklärt er diesen für unzulässig.

Wenn der Generaldirektor keinen Beschluss unter Einhaltung der in Artikel 3 vorgesehenen Bedingungen und Fristen an den Antragsteller gesendet hat, wird der Antrag als zulässig betrachtet, und wird er weiter untersucht.

Art. R.397 - § 1. Der Generaldirektor stellt dem Antragsteller innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Tag, an dem er seinen den vollständigen und zulässigen Charakter des Antrags bestätigenden Beschluss zugestellt hat, seinen Beschluss über die Gewährung bzw. Ablehnung der Zulassung gemäß einem der in Artikel R.391, § 1 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe zu.

Gemäß Artikel 11 des Dekrets vom 10. Dezember 2009 zur Umsetzung von Richtlinie 2006/123/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Dezember 2006 über Dienstleistungen im Binnenmarkt kann der Generaldirektor die Frist für seine Beschlussfassung um dreißig Tage verlängern. In diesem Fall stellt er seinen Beschluss und die Verlängerungsfrist vor Ablauf der ursprünglichen Frist zu.

Bei Überschreitung der in den Absätzen 1 und 2 erwähnten Fristen gilt die Zulassung als gewährt.

In dem Beschluss werden die Rechtsmittel, die zuständigen Instanzen, die zu entscheiden haben, sowie die Formen und Fristen, die einzuhalten sind, angegeben.

§ 2. Der Beschluss zur Gewährung der Zulassung enthält folgende Angaben:

- 1° den genauen Gegenstand des Antrags;
- 2° die auf den neuesten Stand gebrachten Elemente, durch die der Inhaber identifiziert werden kann;
- 3° die Gültigkeitsdauer der Zulassung;
- 4° die in den Artikeln R.400/1 und R.400/2 erwähnten Verwendungsbedingungen der Zulassung.

Art. R.398 - § 1. Der Antragsteller kann beim Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, nachstehend "der Minister" genannt, Einspruch gegen die in den Artikeln R.396 und R.397 erwähnten Beschlüsse erheben.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird dieser Einspruch innerhalb einer Frist von zwanzig Tagen ab dem Empfang des Beschlusses gemäß einem der in Artikel R.391 § 1 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe an den Minister gesandt.

Der Antragsteller oder Inhaber der Zulassung gibt in seinem Einspruch an, ob er vom Minister angehört werden möchte.

Der Minister übermittelt dem Einsprucherheber eine Empfangsbestätigung.

§ 2. Wenn der Antragsteller oder Inhaber der Zulassung nicht beantragt hat, angehört zu werden, stellt der Minister innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Erhalt des Einspruchs gemäß einem der in Artikel R.391 § 1 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe seinen Beschluss zu.

Wenn der Antragsteller oder Inhaber der Zulassung beantragt hat, angehört zu werden, übermittelt der Minister ihm innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Erhalt des Einspruchs das Datum und den Ort der Anhörung. In diesem Fall stellt der Minister innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Datum der Anhörung gemäß einem der in Artikel R.391 § 1 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe seinen Beschluss zu.

Abschnitt 4 — Änderung der Bedingungen, Aussetzung und Entzug der Zulassung

Art. R.399 - § 1. Im Falle einer Änderung eines der in dem Zulassungsantrag gemäß Artikel R.394 angegebenen wesentlichen Elemente setzt der Zulassungsinhaber den Generaldirektor unverzüglich gemäß einem der in Artikel R.391 § 1 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe davon in Kenntnis.

§ 2. Die Zulassung kann geändert, entzogen oder ausgesetzt werden:

- 1° wenn sich eines der in dem Zulassungsantrag gemäß Artikel R.394 angegebenen wesentlichen Elemente derart ändert, dass eine Änderung, ein Entzug oder eine Aussetzung gerechtfertigt ist;
- 2° wenn die in Artikel R.392 erwähnten Gewährungsbedingungen oder die in den Artikeln R.400/1 und R.400/2 erwähnten Verwendungsbedingungen nicht weiter erfüllt sind;
- 3° wenn der Zulassungsinhaber die Kontrolle seiner Aktivitäten durch die mit der Überwachung beauftragten Beamten behindert;
- 4° wenn eine ernste Gefährdung der menschlichen Gesundheit oder ein Umweltschaden oder die Gefahr eines Umweltschadens vorliegt;
- 5° wenn der Zulassungsinhaber den Bestimmungen des vorliegenden Kapitels zuwiderhandelt.

§ 3. In den in § 2 erwähnten Fällen setzt der Generaldirektor den Zulassungsinhaber gemäß einem der in Artikel erwähnten Mittel zur Bekanntgabe von der Möglichkeit einer Änderung, Aussetzung oder eines Entzugs der gewährten Zulassung in Kenntnis. Er gibt Folgendes an:

- 1° die Gründe, die die erwogene Maßnahme rechtfertigen;
- 2° dass dem Zulassungsinhaber die Möglichkeit gegeben ist, innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt dieser Information gemäß einem der in Artikel R.391 § 1 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe seine Verteidigungsmittel schriftlich vorzubringen und dass er bei dieser Gelegenheit das Recht hat, beim Generaldirektor zu beantragen, seine Verteidigung mündlich vorzutragen;
- 3° dass der Zulassungsinhaber das Recht hat, sich von einem Rechtsbeistand unterstützen oder vertreten zu lassen;
- 4° dass der Zulassungsinhaber das Recht hat, seine Akte einzusehen.

Der Generaldirektor bestimmt gegebenenfalls den Tag, an dem der Zulassungsinhaber aufgefordert wird, seine Verteidigung mündlich vorzutragen.

§ 4. Der Beschluss zum Entzug, zur Aussetzung oder zur Abänderung der Zulassung wird dem Zulassungsinhaber innerhalb von neunzig Tagen nach Ablauf der in § 3 Ziffer 2 erwähnten Frist oder ab dem Datum der Anhörung gemäß einem der in Artikel R. 391 § 1 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe zugestellt.

§ 5. Der Inhaber der geänderten, entzogenen oder ausgesetzten Zulassung kann Einspruch gegen den in § 4 erwähnten Beschluss erheben. Dieser wird gemäß Artikel R.398 zugestellt und untersucht. Er hat keine aufschiebende Wirkung.

§ 6. Der Generaldirektor übt die in dem vorliegenden Artikel vorgesehenen Befugnisse entweder auf eigene Initiative oder auf Antrag folgender Personen aus:

- 1° des mit der Überwachung beauftragten Beamten;

2° des Zulassungsinhabers.

Abschnitt 5 — Verpflichtungen der zugelassenen Entleerer

Art. R.400 - Die Beschlüsse bezüglich der Zulassung, Verweigerung, Erneuerung, Änderung, Aussetzung oder des Entzugs werden auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht und der "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) sowie jeder Sanierungseinrichtung im Sinne der Artikel D.343 ff. in vollem Umfang zugestellt.

Die Liste der Zulassungen wird auf der Internet-Webseite der Verwaltung veröffentlicht.

Jede Zulassung enthält eine Nummer, die auf jeder Unterlage angegeben wird, die ihr Inhaber an die Verwaltung richtet.

Art. R.400/1 - Jeder Zulassungsinhaber:

1° beachtet während der gesamten Dauer seiner Zulassung deren Gewährungsbedingungen;

2° erfüllt seine Aufgaben in aller Unabhängigkeit, sowohl gegenüber Kunden, als auch gegenüber zugelassenen Sanierungseinrichtungen oder aufgrund der Gesetzgebung bezüglich der Abfälle angemessenen und zugelassenen Zusammenstellungs- oder Behandlungsanlagen;

3° informiert den Generaldirektor über jegliche Änderung betreffend die im Zulassungsantrag übermittelten Auskünfte;

4° übermittelt der Verwaltung, der im Sinne der Artikel D.343 ff. betroffenen Sanierungseinrichtung und der betroffenen aufgrund der Gesetzgebung bezüglich der Abfälle angemessenen und zugelassenen Zusammenstellungs- oder Behandlungsanlage auf einfache Anfrage alle verlangten Auskünfte;

5° sorgt dafür, dass die mit der Überwachung beauftragten Beamten Zugang zu den Räumlichkeiten, Gebäuden und anderen Infrastrukturen haben und alle Unterlagen einsehen können, einschließlich der Buchführung.

Aufgrund seiner Unabhängigkeit hält der Entleerer keine Beteiligung an Kundenunternehmen und an den in Absatz 1 Ziffer 2 erwähnten Einrichtungen und Anlagen. Er stellt bei der Ausübung seiner Tätigkeit seine Integrität unter Beweis.

Art. R.400/2 - § 1. Jeder bei der Entleerung einer Faulgrube oder ähnlicher Klärsysteme benutzte Tank enthält nur Fäkalien.

Falls der benutzte Tank vorher zum Transport anderer Substanzen als Fäkalien gedient hat, muss er sorgfältig gereinigt und ausgespült werden, bevor er für die Entleerung von Faulgruben oder ähnlichen Klärsystemen benutzt wird.

§ 2. Die Vermischung von Fäkalienchargen ist nur erlaubt, um das vom zugelassenen Entleerer benutzte Fahrzeug zwischen zwei in Paragraph 3 vorgesehenen Beseitigungen aufzufüllen. Jede andere Art der Vermischung von Fäkalien ist untersagt, wie auch der Wechsel von einer Grube zur anderen.

§ 3. Der zugelassene Entleerer beseitigt die Fäkalien durch eines der folgenden Mittel:

1° durch die Übergabe an eine Klärstation, insofern diese technisch in der Lage ist, sie aufzunehmen.

2° durch eine Bewirtschaftung gemäß den Bestimmungen bezüglich der Abfallbewirtschaftung.

Der zugelassene Entleerer informiert die Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des öffentlichen Dienstes der Wallonie über den Bestimmungsort der Fäkalien, wenn sie außerhalb der Region verbracht werden, wie in Paragraph 4 angegeben.

§ 4. Für jedes Fahrzeug wird ein Transportdokument in dreifacher Ausfertigung erstellt, dessen Muster in Anhang XLV festgelegt wird.

Es wird an Bord des Fahrzeugs aufbewahrt und nach jedem Entleerungsvorgang vervollständigt.

Nach jedem Trimester sendet der zugelassene Entleerer der Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des öffentlichen Dienstes der Wallonie ein Exemplar der im Laufe des abgelaufenen Trimesters erstellten Transportdokumente gemäß einem der in Artikel R.391 § 1 erwähnten Mittel.

§ 5. Name und Anschrift des Entleerers werden auf den Fahrzeugen angezeigt.

§ 6. Der Entleerer beachtet die Annahmebedingungen der Klärstation und in diesem Rahmen:

1° händigt er dem Betreiber der Klärstation bei jedem Abladen von Fäkalien aus Faulgruben das Transportdokument aus;

2° lässt er jede, vom Betreiber als erforderlich erachtete Probenahme zwecks der Durchführung entweder einer Sicht- oder Geruchskontrolle, oder einer Analyse zu;

3° darf er keine Fäkaliencharge in der Klärstation abladen, wenn diese vom Betreiber abgelehnt wird. Gemäß der geltenden Gesetzgebung bezüglich der Abfälle werden die kontaminierten Fäkalien abgeführt und wird die Faulgrube gereinigt. In diesem Fall wird das Dokument, das die ordnungsgemäße Behandlung der Abfälle bescheinigt, gemäß einem der in Artikel R.391 § 1 erwähnten Mittel zur Bekanntgabe an den Generaldirektor gesandt. Wenn dieser Umstand außergewöhnlich ist und unter der einzigen Bedingung, dass er die gesetzlichen Verpflichtungen zur Beseitigung der Abfälle erfüllt, ist der Entleerer nicht verpflichtet, für die Sammlung und den Transport der Abfälle zugelassen zu sein.

Bei wiederholter Nichteinhaltung der in dem vorliegenden Paragraphen angeführten Annahmebedingungen kann der Betreiber dem Entleerer vorübergehend den Zugang zu den öffentlichen Klärstationen verweigern."

Art. 2 - Im verordnungsrechtlichen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird der Anhang XLV durch den dem vorliegenden Erlass beigefügten Anhang ersetzt.

Art. 3 - Im verordnungsrechtlichen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird ein Anhang XLVbis eingefügt, der dem Anhang 2 des vorliegenden Erlasses beigefügt wird.

Art. 4 - Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ausgestellten Zulassungen bleiben bis zu ihrer Fälligkeit gültig.

Art. 5 - Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses bei der Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des öffentlichen Dienstes der Wallonie eingereichten Zulassungsanträge werden gemäß dem zum Zeitpunkt ihrer Einreichung geltenden Verfahren untersucht.

Art. 6 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Juli 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Anhang I

Anhang XLV zum Buch II des verordnungsrechtlichen Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet
Transportdokument bezüglich der Entleerung der Faulgruben und ähnlicher Klärsysteme,
sowie der Ausbringung ihrer Fäkalien

RAHMEN 1 - IDENTIFIZIERUNG DES ENTLEERERS

Name:
.....
Anschrift:
.....

RAHMEN 2 - BENUTZTES FAHRZEUG

Marke:
.....
Zulassungsnummer:
.....

RAHMEN 3 - ENTLEERUNG DER FAULGRUBEN UND ÄHNLICHER KLÄRSYSTEME

Name des Kunden:
.....
Anschrift:
.....
Datum:
.....
Volumen: m ³
Name des Kunden:
.....
Anschrift:
.....
Datum:
.....
Volumen: m ³
Name des Kunden:
.....
Anschrift:
.....
Datum:
.....
Volumen: m ³

RAHMEN 4 - ENTLERUNG DES TANKS

Laufende Nummer des mittels des betreffenden Fahrzeugs durchgeführten Vorgangs im Verhältnis zum ersten Vorgang des laufenden Trimesters:
.....
Art der Beseitigung der Fäkalien (Unzutreffendes bitte streichen):
- Übergabe an eine Klärstation
- Übergabe an ein Behandlungszentrum.
.....
Anschrift des Ableitungsorts und des Betreibers:
.....
.....
Art der Fäkalien (Fäkalien aus Faulgruben, Schlämme aus einem individuellen Klärsystem, Entleerung von Regenwasserzisternen, ...):
.....
.....
Datum:
.....

Ich Unterzeichnete(r) erkläre hiermit, dass das vorliegende Dokument richtig und aufrichtig ist.

Geschehen zu....., den

Unterschrift:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 2015 zur Abänderung des Buches II des verordnungsrechtlichen Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die Zulassung und die allgemeinen Verpflichtungen der Entleerer von Faulgruben und ähnlichen Klärsystemen betrifft, als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 16. Juli 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Anhang II

Anhang XLVbis zum Buch II des verordnungsrechtlichen Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

Formular zur Beantragung der Zulassung als Entleerer von Faulgruben oder ähnlicher Klärsysteme
--

Antragsgegenstand

Zulassung als Entleerer von Faulgruben oder ähnlicher Klärsysteme im Sinne von Artikel D.222 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

Identifizierung des Antragstellers

1) Natürliche Person:

Name:

.....

Vorname:

.....

Geburtsdatum:

.....

Anschrift:

.....

Tel.:

.....

Fax. Und/oder E-Mail:

.....

Nationalregisternummer:

.....

Betriebsnummer:

.....

MwSt-Nummer:

.....

Handelsregisternummer:

.....

(bitte eine Abschrift des Personalausweises beifügen)

2) Juristische Person:

Firmenname:

.....

Bezeichnung:

.....

Anschrift des Gesellschaftssitzes:

.....

Anschrift des oder der Betriebssitze:

.....

Kontakt: Tel, Fax, E-Mail:

.....

Betriebsnummer:

.....

MwSt-Nummer:

.....

Handelsregisternummer:

.....

Namensliste der Verwalter, Geschäftsführer oder Personen, die ermächtigt sind, für die Gesellschaft Verpflichtungen einzugehen, Kontaktperson:

.....

.....

.....

(bitte eine aktualisierte Kopie der Satzungen beifügen)

Material und technische Mittel

Liste des Materials und der technischen Mittel, die zur Durchführung der Aufgaben erforderlich sind, für die die Zulassung beantragt wird:

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Spezifische Auskünfte

— Jedes Dokument, durch das nachgewiesen wird, dass das(die) vom Antragsteller benutzte(n) Fahrzeug(e) mit einem undurchlässigen Tank und folgenden Ausrüstungen versehen ist(sind):

- 1° eine Öffnung, durch die die Reinigung einfach erfolgen kann;
- 2° ein Volumenanzeiger;
- 3° eine Vakuum- oder Verdrängerpumpe;
- 4° ein Ventil, das das Füllen und Entleeren ermöglicht;
- 5° ein Vakuumbrecher;
- 6° ein Überdruckventil.

— Abschrift des Zulassungsscheins für das(die) benutzte(n) Fahrzeug(e)

— Abschrift der von der Kfz-Inspektionsstelle ausgestellten Prüfungsbescheinigung für das(die) Fahrzeug(e)

— Versicherungsbescheinigung des Fahrzeugs
 — Berufshaftpflichtversicherungsvertrag und Bestätigung durch den Versicherer, dass ein Versicherungsschutz gewährleistet ist.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 2015 zur Abänderung des Buches II des verordnungsrechtlichen Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die Zulassung und die allgemeinen Verpflichtungen der Entleerer von Faulgruben und ähnlichen Klärsystemen betrifft, als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 16. Juli 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2015/27122]

16 JULI 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van Boek II van het regelgevend Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft de erkenning en de algemene verplichtingen van de ruimers van septische putten en gelijksoortige zuiveringssystemen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het decretaal gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, artikel D.222, § 1;

Gelet het regelgevend gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, artikelen R.390 tot R.400;

Gelet op het advies van de "Commission consultative de l'eau" (Wateradviescommissie), gegeven op 9 maart 2015;

Gelet op het evaluatierapport betreffende de weerslag van het project op de respectievelijke toestand van vrouwen en mannen;

Gelet op het advies nr. 57.574/4 van de Raad van State, gegeven op 22 juni 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de « Société publique de gestion de l'eau » (Openbare waterbeheersmaatschappij), gegeven op 7 april 2015;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Onder titel II van deel III van het regelgevend gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt hoofdstuk VIII, dat de artikelen R.390 tot R.400 inhoudt, vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK VIII. — Ruiming van septische putten of van gelijksoortige zuiveringssystemen

Afdeling 1. — Beginsel van de erkenning en algemeenheden

Art. R.390. Septische putten of gelijksoortige zuiveringssystemen mogen slechts door erkende ruimers geledigd worden.

De directeur-generaal van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst, hierna de directeur-generaal, beslist over de overeenkomstig dit hoofdstuk ingediende aanvragen tot erkenning van ruimers.

De erkenning wordt verleend voor een periode van acht jaar. Na afloop van die periode vraagt de ruimer een nieuwe erkenning aan.

Erkende saneringsorganen worden vrijgesteld van de verplichting om over een erkenning te beschikken voor de ruiming van hun eigen installaties.

Art. R.391. § 1. In dit hoofdstuk worden de volgende mededelingswijzen gebruikt :

1^o aangetekend schrijven met bericht van ontvangst;

2^o elke gelijksoortige formule die de verzend- en ontvangstdatum van de akte waarborgen, ongeacht de gebruikte dienst die de post verdeelt;

3^o neerlegging tegen ontvangstbewijs;

4^o elektronisch schrijven als de procedure gedematerialiseerd wordt.

§ 2. Indien de dag van ontvangst van een akte de begindatum van een termijn is, wordt hij niet meegerekend.

De vervaldatum wordt in die termijn meegerekend. Als die dag een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervaldatum evenwel naar de volgende werkdag verschoven.

Afdeling 2. — Erkenningsvoorwaarden

Art. R.392. Elk voertuig gebruikt door een ruimer van septische putten of van gelijksoortige zuiveringssystemen beschikt over een inschrijvingscertificaat en is orde met de technische controle. Het is uitgerust met een dichte kuip die voorzien is van :

- 1° een opening die een vlotte reiniging toelaat;
- 2° een volumemeter;
- 3° een vacuümpomp of een volumetrische pomp;
- 4° een afsluiter die zuiging en wegpersing toelaat;
- 5° een vacuümbrekersklep;
- 6° een overdrukklep.

De ruimer verzekert het voertuig en zijn beroepsaansprakelijkheid.

Afdeling 3. — Procedure tot indiening en behandeling van de aanvraag en beroepsprocedure

Art. R.393. De erkenningsaanvraag wordt op één van de in artikel R.391, § 1, bedoelde mededelingswijzen bij de directeur-generaal ingediend d.m.v. het aanvraagformulier bedoeld in bijlage XLVbis.

Art. R.394. De erkenningsaanvraag bevat de volgende gegevens :

- 1° de identiteit van de aanvrager, zijn rechtstoestand, zijn woonplaats of het adres van zijn maatschappelijke zetel, zijn inschrijvingsnummer bij de Kruisbank van ondernemingen en zijn btw-nummer;
- 2° de elementen op grond waarvan kan worden vastgesteld dat de in artikel R.392 bedoelde voorwaarden m.b.t. tot de erkenning die hij aanvraagt vervuld zijn.

Art. R.395. De erkenningsaanvraag is onvolledig indien krachtens artikel R.394 vereiste gegevens of documenten ontbreken.

De aanvraag is onontvankelijk:

- 1° als ze in overtreding van artikel R.391, § 1, wordt ingediend;
- 2° als de aanvrager de gevorderde gegevens of documenten niet verstrekt binnen de termijn bepaald bij artikel R.396, § 2, tweede lid.

Art. R.396. § 1. De directeur-generaal stuurt binnen tien werkdagen na ontvangst van de aanvraag een bericht van ontvangst aan de aanvrager van de erkenning.

Overeenkomstig artikel 10 van het decreet van 10 december 2009 houdende omzetting van Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten op de interne markt vermeldt het bericht van ontvangst :

- 1° de datum waarop de aanvraag in ontvangst werd genomen;
- 2° de termijn waarin de beslissing moet worden genomen;
- 3° de rechtsmiddelen, de bevoegde instanties om zich daarover uit te spreken, alsook de in acht te nemen vormen en termijnen.

§ 2. De directeur-generaal stuurt zijn beslissing m.b.t. de volledigheid en de ontvankelijkheid van de erkenningsaanvraag binnen een termijn van dertig dagen, met ingang op de datum van het bericht van ontvangst bedoeld in § 1, aan de aanvrager op één van de mededelingswijzen bedoeld in artikel R.391, § 1.

Als de aanvraag onvolledig is, wijst de directeur-generaal de aanvrager op de ontbrekende stukken. De aanvrager stuurt de opgeëiste stukken binnen dertig dagen, met ingang op de datum van ontvangst van de kennisgeving bedoeld in het eerste lid, aan de directeur-generaal op één van de mededelingswijzen bedoeld in artikel R.391, § 1.

Als de aanvraag onontvankelijk is, geeft de directeur-generaal de aanvrager binnen de in het eerste lid bedoelde termijn kennis van de onontvankelijkheidsgronden.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de ontbrekende stukken stuurt de directeur-generaal zijn beslissing m.b.t. de volledigheid en de ontvankelijkheid van de erkenningsaanvraag aan de aanvrager op één van de mededelingswijzen bedoeld in artikel R.391, § 1. Indien de directeur-generaal een tweede keer acht dat de aanvraag onvolledig is, verklaart hij ze onontvankelijk.

Indien de directeur-generaal zijn beslissing niet aan de aanvrager heeft gestuurd onder de voorwaarden en binnen de termijnen bedoeld in de vorige leden, wordt de aanvraag als ontvankelijk beschouwd en wordt het onderzoek voortgezet.

Art. R.397. § 1. De directeur-generaal richt zijn beslissing tot toekenning of weigering van de erkenning binnen een termijn van zestig dagen, met ingang op de datum van verzending van zijn beslissing m.b.t. de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag, aan de aanvrager op één van de mededelingswijzen bedoeld in artikel R.391, § 1.

Overeenkomstig artikel 11 van het decreet van 10 december 2009 houdende omzetting van Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten op de interne markt, kan de directeur-generaal die termijn met dertig dagen verlengen om een beslissing te nemen. In dat geval geeft hij kennis van zijn beslissing en van de termijn van de verlenging vooraleer de oorspronkelijke termijn verstreken is.

In geval van overschrijding van de termijnen bedoeld in het eerste en het tweede lid wordt de erkenning geacht te zijn toegekend.

De beslissing vermeldt de rechtsmiddelen, de bevoegde instanties om zich daarover uit te spreken, alsook de in acht te nemen vormen en termijnen.

§ 2. De beslissing tot toekenning van de erkenning vermeldt :

- 1° het precieze doel van de erkenning;
- 2° de bijgewerkte elementen waarmee de houder geïdentificeerd kan worden;
- 3° de geldigheidsduur van de erkenning;
- 4° de in de artikelen R.400/1 en R.400/2 bedoelde voorwaarden voor het gebruik van de erkenning.

Art. R.398. § 1. De aanvrager van de erkenning kan bij de Minister die voor Leefmilieu bevoegd is, hierna de Minister, een beroep instellen tegen de beslissingen bedoeld in de artikelen R.396 en R.397.

Het beroep wordt, op straffe van onontvankelijkheid, op één van de mededelingswijzen bedoeld in artikel R.391, § 1, aan de Minister gericht binnen een termijn van twintig dagen, met ingang op de datum van ontvangst van de beslissing.

De aanvrager of de houder van de erkenning geeft in zijn beroep aan of hij wenst gehoord te worden door de Minister.

De Minister stuurt een bericht van ontvangst aan de eiser.

§ 2. Als de aanvrager of de houder van de erkenning niet wenst gehoord te worden, verzendt de Minister zijn beslissing op één van de mededelingswijzen bedoeld in artikel R.391, § 1, binnen een termijn van dertig dagen, met ingang op de datum van ontvangst van het beroep.

Als de aanvrager of de houder van de erkenning wenst gehoord te worden, geeft de Minister hem kennis van de datum en de plaats van verhoor binnen een termijn van dertig dagen, met ingang op de datum van ontvangst van het beroep. In dat geval verstuurt de Minister zijn beslissing op één van de mededelingswijzen bedoeld in artikel R.391, § 1, binnen een termijn van dertig dagen, met ingang op de datum van het verhoor.

Afdeling 4. — Wijziging van de erkenningsvoorwaarden, opschorting en intrekking van de erkenning

Art. R.399. § 1. In geval van wijziging van een belangrijk gegeven vermeld in de erkenningsaanvraag overeenkomstig artikel R.394, verwittigt de houder van de erkenning onmiddellijk de directeur-generaal op één van de mededelingswijzen bedoeld in artikel R.391, § 1.

§ 2. De erkenning kan gewijzigd, opgeschort of ingetrokken worden :

1° in geval van wijziging van een belangrijk element vermeld in de erkenningsaanvraag overeenkomstig artikel R.394 die zulks zou kunnen rechtvaardigen;

2° als de in artikel R.392 voorwaarden tot toekenning van de erkenning of de in de artikelen R.400/1 et R.400/2 bedoelde gebruiksvoorwaarden niet meer vervuld zijn;

3° als de houder van de erkenning zich verzet tegen de controle op zijn activiteiten door de toezichthoudend ambtenaren;

4° in geval van ernstig gevaar voor de gezondheid van de mens of van schade of schaderisico voor het leefmilieu;

5° als de houder van de erkenning de bepalingen van dit hoofdstuk overtreedt.

§ 3. In de gevallen bedoeld in § 2 laat de directeur-generaal de houder van de erkenning op één van de mededelingswijzen bedoeld in artikel R.391, § 1, weten dat de verleende erkenning gewijzigd, opgeschort of ingetrokken kan worden. Hij vermeldt :

1° de redenen die de overwogen maatregel rechtvaardigen;

2° dat de houder van de erkenning de mogelijkheid heeft om binnen een termijn van vijftien dagen, met ingang op de datum van ontvangst van die kennisgeving, zijn verweermiddelen toe te sturen op één van de mededelingswijzen bedoeld in artikel R.391, § 1, en dat hij naar aanleiding daarvan het recht heeft om aan de directeur-generaal te vragen of hij zijn verweermiddelen mondeling mag voordragen;

3° dat de houder van de erkenning het recht heeft om zich te laten bijstaan dan wel vertegenwoordigen door een raadsman;

4° dat de houder van de erkenning het recht heeft om zijn dossier in te kijken.

De directeur-generaal bepaalt, in voorkomend geval, de dag waarop de houder van de erkenning erom verzocht wordt zijn verweermiddelen mondeling voor te dragen.

§ 4. De beslissing tot intrekking, opschorting of wijziging van de erkenning wordt binnen negentig dagen, met ingang op de vervaldatum van de termijn bedoeld in § 3, 2°, of op de verhoordatum, aan de houder van de erkenning gestuurd op één van de mededelingswijzen bedoeld in artikel R.391, § 1. 391, § 1^{er}.

§ 5. De houder van de gewijzigde, ingetrokken of opgeschorte erkenning kan een beroep instellen tegen de beslissing bedoeld in § 4. Dat beroep wordt verstuurd en onderzocht overeenkomstig artikel R.398. Het is niet opschortend.

§ 6. De directeur-generaal oefent de bij dit artikel bepaalde bevoegdheden uit, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van :

1° de toezichthoudend ambtenaar;

2° de houder van de erkenning.

Afdeling 5. — Plichten van de erkende ruimers

Art. R.400. De beslissingen tot erkenning, tot hernieuwing, weigering, wijziging, opschorting of intrekking van de erkenning worden bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt en in hun geheel medegedeeld aan de « Société publique de gestion de l'eau » en aan elke saneringsinstelling in de zin van de artikelen D.343 en volgende.

De lijst van de erkenningen wordt op de Internetsite van de administratie bekendgemaakt.

Elke erkenning heeft een nummer dat voorkomt op elk document dat de houder ervan aan de administratie richt.

Art. R.400/1. Elke erkenningshouder :

1° vervult de voorwaarden tot toekenning van zijn erkenning zolang ze geldig is;

2° vervult zijn opdrachten in alle onafhankelijkheid t.o.v. zowel klanten als erkende saneringsinstellingen of geschikte hergroeperings- of behandelingsinstallaties die krachtens de afvalwetgeving vergund zijn;

3° geeft de directeur-generaal kennis van elke wijziging betreffende de gegevens die in de erkenningsaanvraag verstrekt worden;

4° verstrekt op gewoon verzoek alle gevraagde gegevens aan de administratie, aan de saneringsinstelling betrokken in de zin van de artikelen D.343 en volgende en aan de betrokken geschikte en krachtens de afvalwetgeving vergunde hergroeperings- of behandelingsinstallatie;

5° verleent de toezichthoudend personeelsleden toegang tot de lokalen, gebouwen en andere infrastructuren en geeft hen inzage van alle documenten, met inbegrip van de boekhouding.

Vanwege zijn onafhankelijkheid heeft de ruimer geen enkele participatie in de klant-vennootschappen, noch in de instellingen en installaties bedoeld in het eerste lid, 2°. Hij geeft blijk van integriteit in de uitoefening van zijn activiteit.

Art. R.400/2. § 1. Elke kuip die gebruikt wordt bij de ruiming van een septische put of van gelijksoortige zuiveringssystemen bevat enkel slijk.

Als de kuip vooraf gediend heeft voor het vervoer van andere stoffen dan slijk, wordt ze zorgvuldig schoongemaakt en gespoeld alvorens te worden gebruikt voor de ruiming van septische putten of gelijksoortige zuiveringssystemen.

§ 2. De vermenging van partijen slijk wordt slechts toegelaten om het door de erkende ruimer gebruikte voertuig te vullen tussen twee verwijderingen bedoeld in paragraaf 3. Vermenging van slijk op enige andere wijze en doorvoer via overgangspullen zijn verboden.

§ 3. De erkende ruimer verwijdert het slijk op één van de volgende wijzen :

1° door het naar een zuiveringsstation af te voeren, op voorwaarde dat het technisch in staat is om het op te vangen;

2° door het te beheren overeenkomstig de bepalingen inzake afvalbeheer.

De erkende ruimer geeft het Departement Leemilieu en Water van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst kennis van de bestemming van het slijk als het buiten het Gewest wordt afgevoerd, zoals vermeld in paragraaf 4.

§ 4. Per voertuig wordt in drie exemplaren een vervoersdocument opgemaakt waarvan het model in bijlage XLV vastligt.

Dat document bevindt zich steeds aan boord van het voertuig en wordt na elke ruimingshandeling ingevuld.

Aan het einde van elk kwartaal stuurt de erkende ruimer op één van de wijzen bedoeld in artikel R.391, § 1, een exemplaar van de in de loop van het afgelopen kwartaal opgemaakte vervoersdocumenten aan het Departement Leemilieu en Water van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

§ 5. De naam en het adres van de ruimer staan op de voertuigen vermeld.

§ 6. De ruimer vervult de voorwaarden tot toelating tot het zuiveringsstation. In dat kader :

1° geeft hij het vervoersdocument aan de uitbater van het zuiveringsstation af bij elke lossing van slijk uit septische putten;

2° stemt hij in met elke door de uitbater nodig geachte monsterneming met het oog op hetzij een visuele en geurcontrole, hetzij een analyse;

3° mag hij een partij slijk die door de uitbater geweigerd wordt niet in het zuiveringsstation lossen. Het besmette slijk wordt afgevoerd en de put overeenkomstig de afvalwetgeving gereinigd. In dat geval wordt het document ter bevestiging van de goede afvalbehandeling aan de directeur-generaal gestuurd op één van de mededelingswijzen bedoeld in artikel R.391, § 1. Als dat geval zich slechts af en toe voordoet, moet de ruimer niet erkend zijn om afval op te halen en te vervoeren, op de enige voorwaarde dat hij voldoet aan de wetsbepalingen inzake afvalverwijdering.

In geval van herhaalde niet-naleving van de toelatingsvoorwaarden bedoeld in deze paragraaf, kan de toegang tot de openbare zuiveringsstations de ruimer tijdelijk onttrokken worden door de uitbater. ».

Art. 2. In het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt bijlage XLV vervangen door de bijlage die als bijlage I bij dit besluit gaat.

Art. 3. In het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt een bijlage XLVbis ingevoegd die als bijlage 2 bij dit besluit gaat.

Art. 4. De erkenningen die voor de inwerkingtreding van dit besluit afgegeven worden, blijven geldig tot de vervaldatum ervan.

Art. 5. De erkenningsaanvragen die voor de inwerkingtreding van dit besluit ingediend worden bij het Departement Leemilieu en Water van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst, worden onderzocht overeenkomstig de procedure die van kracht is op de datum waarop ze ingediend worden.

Art. 6. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 juli 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage I

Bijlage XLV bij Boek II van het regelgevend Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

Vervoersdocument betreffende van de ruiming van septische putten en gelijksoortige zuiveringssystemen
 alsook de uitstrooiing van het desbetreffende slijk

VAK 1 - IDENTIFICATIE VAN DE RUIMER

Naam :
.....
Adres:
.....

VAK 2 - GEBRUIKT VOERTUIG

Merk :
.....
Inschrijvingsnummer :
.....

VAK 3 - RUIMINGEN VAN SEPTISCHE PUTTEN EN GELIJKSOORTIGE ZUIVERINGSSYSTEMEN

Naam van de klant :
.....
Adres:
.....
.....
Datum:
.....
Volume : m ³
Naam van de klant :
.....
Adres:
.....
.....
Datum:
.....
Volume : m ³
Naam van de klant :
.....
Adres:
.....
.....
Datum:
.....
Volume : m ³

VAK 4 - RUIMING VAN DE KUIP

Ordernummer van de handeling uitgevoerd d.m.v. het voertuig betrokken bij de eerste handeling van het lopende kwartaal :
.....
Wijze van verwijdering van het slijk (schrappen wat niet past) :
- afgifte aan een zuiveringsstation
- afgifte aan een behandelingscentrum.

Adres van de stortingsplaats en van de uitbater :
.....
.....
Aard van het slijk (slijk uit septische putten, slijk uit een individueel zuiveringssysteem, ruiming van regenwaterputten,):
.....
Datum:
.....

Ik ondergetekende verklaar dat dit document waar en oprecht is.

Opgemaakt te, op

Handtekening :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2015 tot wijziging van Boek II van het regelgevend Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft de erkenning en de algemene verplichtingen van de ruimers van septische putten en gelijksoortige zuiveringssystemen.

Namen, 16 juli 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

Bijlage II

Bijlage XLVbis bij Boek II van het regelgevend Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

Formulier tot aanvraag van de erkenning als ruimer van septische putten of gelijksoortige zuiveringssystemen

Voorwerp van de aanvraag

Erkenning als ruimer van septische putten of gelijksoortige zuiveringssystemen, zoals bedoeld in artikel D. 222 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt

Identificatie van de aanvrager

1) Natuurlijke persoon :

Naam :

.....

Voornaam:

.....

Geboortedatum :

.....

Adres:

.....

Tel.:

.....

Fax. en/of e-mail :

.....

Rijksregisternummer :

.....

Ondernemingsnummer :

.....

btw-nr :

.....

Handelsregisternummer :

.....

(een afschrift van de identiteitskaart bijvoegen)

2) Rechtspersoon :

Handelsnaam :

.....

Benaming :

.....

Adres van de maatschappelijke zetel :

.....

Adres van de exploitatiezetel(s) :

.....

Contact : tel, fax, e-mail :

.....

Ondernemingsnummer :

.....

btw-nr. :

.....

Handelsregisternummer :

.....

Naamlijst van de bestuurders, zaakvoerders of personen die de vennootschap mogen verbinden, contactpersoon :

.....

.....

.....

(een bijgewerkt afschrift van de statuten bijvoegen)

Materiaal en technische middelen

Lijst van het materiaal en van de technische middelen die nodig zijn om de opdrachten te vervullen waarvoor de erkenning vereist wordt :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Specifieke gegevens

— Elk document waaruit blijkt dat het/de door de aanvrager gebruikte voertuig/voertuigen voorzien is/zijn van een dichte kuip die uitgerust is met :

- 1° een opening die een vlotte reiniging toelaat;
- 2° een volumemeter;
- 3° een vacuümpomp of een volumetrische pomp;
- 4° een afsluiter die zuiging en wegpersing toelaat;
- 5° een vacuümbrekersklep;
- 6° een overdrukklep.

— Afschrift van het inschrijvingscertificaat van dat voertuig of die voertuigen

— Afschrift van het bezoekcertificaat afgeleverd voor dat voertuig of die voertuigen door het orgaan voor de automobielininspectie

— Verzekeringscertificaat van het voertuig

— Verzekeringscontract beroepsaansprakelijkheid en bevestiging van de verzekeraar dat de dekking van kracht is.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2015 tot wijziging van Boek II van het regelgevend Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft de erkenning en de algemene verplichtingen van de ruimers van septische putten en gelijksoortige zuiveringssystemen.

Namen, 16 juli 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO